

# REPUBLIQUE DU NIGER

FRATERNITE - TRAVAIL - PROGRES

ORDONNANCE N° 2010-015

du 15 avril 2010

portant création, organisation et attributions de la Direction Générale du Trésor et de la comptabilité publique.

## LE PRESIDENT DU CONSEIL SUPREME POUR LA RESTAURATION DE LA DEMOCRATIE, CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Proclamation du 18 février 2010 ;

Vu l'ordonnance n° 2010-001 du 22 février 2010 portant organisation des pouvoirs publics pendant la période de transition, modifiée par l'ordonnance n° 2010-005 du 30 mars 2010 ;

Sur rapport du Ministre de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

### ORDONNE :

#### CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES.

Article premier : Il est créé, au sein du Ministère de l'Economie et des Finances, une direction générale dénommée Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Article 2 : La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) est une direction générale placée sous l'autorité du Ministre chargé des Finances. La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique concourt à assurer l'exécution en recettes et en dépenses du Budget Général de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics à caractère administratif.

Dans le domaine de la gestion budgétaire et comptable, elle est chargée :

- de la tenue de la comptabilité de l'Etat et la gestion financière et comptable des collectivités territoriales et des organismes publics rattachés à l'Etat et aux collectivités territoriales ;
- du suivi et du contrôle de l'exécution des opérations de trésorerie de l'Etat ainsi que de la réalisation des opérations de collecte de l'épargne au profit de l'Etat et des autres organismes publics ;



de la centralisation des opérations budgétaires et de trésorerie effectuées par le réseau des comptables publics et de la production périodique des états de synthèse des opérations comptables ;

- de la gestion des titres et valeurs appartenant à l'Etat ou acquis pour le compte des collectivités territoriales ;
- de la gestion de la dette publique en liaison avec la Direction Générale du Budget ;
- du contrôle des comptables publics y compris ceux des administrations financières et des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger.

Dans le domaine de la réglementation, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique est chargée :

- de l'élaboration des règlements de comptabilité publique ainsi que des normes et règles comptables à appliquer par les organismes publics ;
- du contrôle de l'application des normes et procédures comptables ;
- de participer en relation avec les organes judiciaires de l'Etat à la gestion du contentieux de l'Etat et à l'exécution des décisions de justice pour ou contre l'Etat.

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique participe également :

- à la définition de la politique monétaire et budgétaire du Gouvernement ;
- à la préparation des lois de finances et de tous les projets de textes du Gouvernement à caractère économique ou financier ou ayant une incidence économique ou financière ;
- à l'élaboration et à la définition des procédures d'exécution des recettes et des dépenses.

## **CHAPITRE II : ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS**

**Article 3 :** La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique est dirigée par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances.

Le Directeur Général est le supérieur hiérarchique des agents des services centraux et déconcentrés du Trésor. A ce titre, il dirige, coordonne, anime et contrôle l'ensemble des services placés sous son autorité.

**Article 4 :** Le Directeur Général est assisté d'un Directeur Général Adjoint, qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement. Il est nommé dans les mêmes conditions que le Directeur Général.

Il est chargé notamment :





- d'assister le Directeur Général dans la supervision et la coordination des services centraux et des services déconcentrés de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- de suivre l'élaboration du plan de développement de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique et d'en assurer l'exécution ;
- de suivre la préparation des projets de budgets et les programmes d'activités des services centraux et des services déconcentrés et d'en assurer l'exécution ;
- de veiller à la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines élaborée par le ministère ;
- de faire la synthèse des rapports périodiques d'activités des services placés sous l'autorité du Directeur Général ;
- d'exécuter toutes autres tâches à lui confiées par le Directeur Général.

Article 5 : Pour accomplir sa mission, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique comprend :

- des directions centrales ;
- des structures comptables ;
- des structures techniques d'appui.

Article 6 : Les directions centrales placées sous l'autorité du Directeur Général sont :

- la Direction des Ressources Humaines et des Moyens Généraux ;
- la Direction des Etudes et de la Réglementation Comptable et Financière.

Article 7 : La Direction des Ressources Humaines et des Moyens Généraux est chargée :

- du suivi de la formation et du recyclage du personnel ;
- de l'administration du personnel ;
- de la gestion des moyens matériels et des crédits de la Direction Générale.

Article 8 : La Direction des Etudes et de la Réglementation Comptable et Financière est chargée :

- d'élaborer et de mettre à jour la réglementation comptable à appliquer par les comptables et les organismes publics ;
- de participer à la définition des procédures d'exécution des dépenses et du contrôle financier en liaison avec la Direction Générale du Contrôle Financier ;
- d'établir, d'exploiter et d'analyser les documents comptables et des états de synthèse ;
- de participer à l'élaboration du tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE).

Elle a également une mission d'études et d'organisation et méthode.

Article 9 : Le réseau comptable de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique comprend des structures centrales et des structures déconcentrées.

Les structures centrales et déconcentrées du réseau comptable ont pour missions l'exécution, la comptabilisation, le contrôle et la centralisation de toutes les opérations relatives à la gestion des deniers publics ainsi que des valeurs appartenant à l'Etat, aux collectivités territoriales et aux autres organismes.

Article 10 : En leur qualité de comptables publics, les comptables sont particulièrement chargés :

- d'assurer l'exécution comptable des budgets de l'Etat et des collectivités territoriales des opérations des comptes spéciaux du Trésor et des budgets des organismes publics rattachés à l'Etat et aux collectivités territoriales ;
- d'exécuter les opérations de trésorerie de l'Etat et des autres organismes publics dont ils ont la charge ;
- d'enregistrer dans les écritures du Trésor, toutes les opérations budgétaires et de trésorerie conformément aux textes réglementaires relatifs à la comptabilité publique.

Article 11 : Les comptables publics sont principaux, secondaires, spécialisés ou d'ordre.

Ils sont principaux lorsqu'ils sont justiciables devant la Cour des Comptes.

Ils sont secondaires lorsque leurs opérations sont centralisées par un comptable principal.

Ils sont spécialisés lorsqu'ils sont assignataires des opérations spécifiques et ne produisent pas de compte de gestion.

Ils sont d'ordre lorsqu'ils centralisent dans leurs écritures les opérations exécutées par d'autres comptables.

Article 12 : Les structures comptables centrales sont :

- l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) ;
- la Paierie Générale du Trésor (PGT) ;
- la Recette Générale du Trésor (RGT).

Les structures comptables déconcentrées sont :

- les Trésoreries Régionales (TR) ;
- les Trésoreries Départementales (TD) ;
- les Postes comptables spécialisés ;
- les Perceptions.

Article 13 : L'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) est chargée de l'exécution des opérations de trésorerie de l'Etat, de la centralisation et de la consolidation des opérations des comptables publics et de l'établissement dans les conditions fixées par les textes en vigueur du compte général de l'Etat.

Elle est chargée de la gestion du portefeuille des titres et des valeurs de l'Etat.



Article 14 : La Paierie Générale du Trésor exécute les dépenses de l'Etat au niveau central. Elle centralise les opérations de dépenses de l'Etat et des autres comptaibles publics.

Elle chargée du contrôle et de l'apurement des opérations des régies d'avances.

Article 15 : La Recette Générale du Trésor assure l'encaissement des recettes de l'Etat, le contrôle et la centralisation des opérations de recettes des autres régies de recettes. Elle assure le contrôle et la centralisation des opérations de recettes des autres comptaibles publics rattachés.

Article 16 : Les Trésoreries Régionales, les Trésoreries Départementales et les Perceptions, assurent dans la limite de leurs circonscriptions territoriales les missions dévolues à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Elles assurent à titre principal, l'exécution des budgets des collectivités territoriales.

Article 17 : Les postes comptaibles spécialisés sont chargés de l'exécution des opérations de recettes et/ou des dépenses spécifiques. Ils sont rattachés à un poste comptable centralisateur.

Article 18 : Les structures techniques d'appui assistent le Directeur Général dans l'accomplissement de sa mission. Elles sont :

- l'Inspection Générale des services ;
- le service informatique ;
- le service de la Documentation et de la Communication ;
- le service du Contentieux.

Article 19 : L'Inspection Générale des services a pour mission :

- d'assurer le contrôle interne des services centraux et déconcentrés de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- de veiller à l'application des lois et règlements par les comptaibles publics.

Article 20 : Le Service Informatique est chargé :

- de la modernisation des tâches par l'informatisation des procédures en relation avec la Direction de l'Informatique Financière ;
- de la prestation d'assistance technique et du pilotage des systèmes informatiques ;
- de l'exploitation des moyens de traitement et de veiller à la formation des utilisateurs de l'outil informatique ;
- de procéder aux études et à la mise en œuvre des applications informatiques.

Article 21 : Le Service de la Documentation et de la Communication est chargé :

- d'assurer les relations publiques et la gestion de la documentation générale ;
- de l'élaboration et de la communication de l'information sur les activités de l'ensemble du réseau comptable.

Article 22 : Le Service du Contentieux est chargé :

- du suivi des dossiers de mise en débits des comptables publics auprès des organes judiciaires ;
- de participer à la gestion du contentieux de l'Etat et à l'exécution des décisions de justice pour ou contre l'Etat.

### CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINALES

Article 23 : L'organisation et le mode de fonctionnement des directions centrales, des structures comptables et des structures techniques d'appui seront fixés par des textes spécifiques du Ministre chargé des Finances.

Article 24 : L'Agence comptable centrale du Trésor, la Paierie Générale du Trésor, la Recette Générale du Trésor et les Trésoreries Régionales sont dirigées respectivement par l'agent comptable central du Trésor, le Payeur Général du Trésor, le Receveur Général du Trésor et les Trésoriers régionaux, tous nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances.

Ils ont rang de directeur central.

Article 25 : L'agent comptable du trésor est assisté de deux (2) Fondés de Pouvoir.

Article 26 : Le Payeur Général du Trésor, le Receveur Général du Trésor, le Trésorier régional sont assistés chacun par un Fondé de pouvoir nommé par arrêté du Ministre chargé des Finances sur proposition des responsables sus nommés. Ils ont rang de chef de service.

Article 27 : Les Trésoreries Départementales sont dirigées par des Trésoriers départementaux nommés par arrêté du Ministre chargé des Finances. Ils ont rang de chef de service.

Article 28 : Sont abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance, notamment la loi n° 72-08 du 17 février 1972, instituant le Trésor National et les textes modificatifs subséquents.

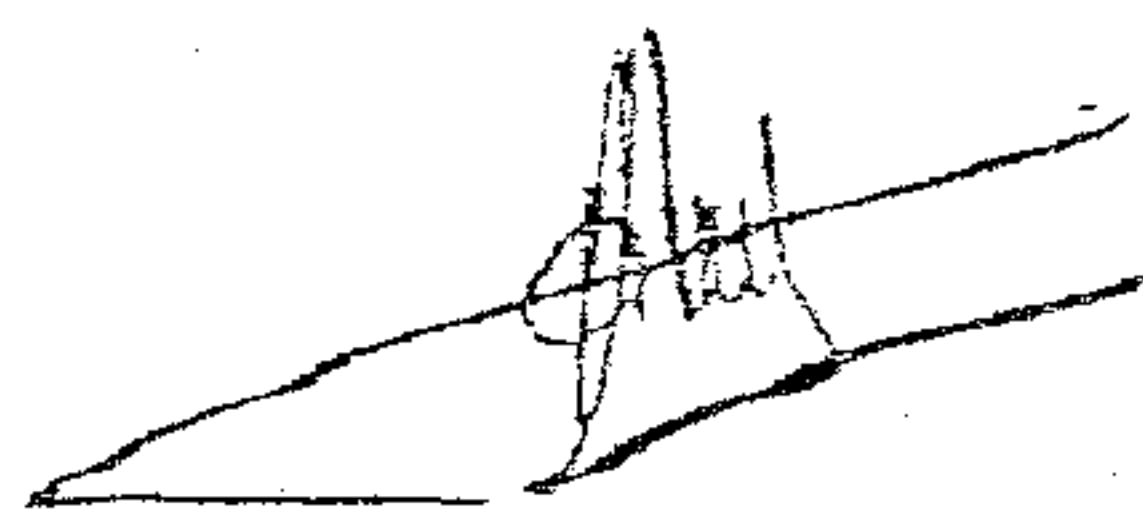
Article 29 : La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 15 avril 2010

Signé : Le Président du Conseil Suprême  
pour la Restauration de la Démocratie,  
Chef de l'Etat.

Le Chef d'Escadron DJIBO SALOU.

Pour ampliation :  
La Secrétaire Générale  
du Gouvernement.



Mme SALIAH ADAMA GAZIBO